



CRISE DE LA RESPONSABILITÉ : UNE OPPORTUNITÉ POUR ÉTABLIR UNE SOUVERAINETÉ POPULAIRE ?

Par : Julie Lioré, anthropologue

Temps de lecture : 7 minutes

Depuis presque un an maintenant, la déresponsabilisation fait rage, bien plus que le virus qui l'aurait entraînée lui-même. Au plus haut niveau de l'État a été décrété que « **nul ne peut voir sa responsabilité engagée** », sous-couvert d'état d'urgence sanitaire, prolongé sans relâche. L'État n'a, dans ce cadre, aucun compte à rendre. Aucune responsabilité ne peut donc être imputée à **nos institutions** par rapport aux conséquences ravageuses, qu'elles soient sociétales, économiques, médicales et/ou psychiques, des confinements et couvre-feux successifs, du port du masque facial dès 6 ans, des fermetures d'entreprises ou lieux de rassemblement et autres mesures sans précédent.

Les laboratoires pharmaceutiques ont vu également leur responsabilité désengagée quant aux potentiels effets secondaires dus aux produits commercialisés et administrés. Ils n'auront pas à supporter les conséquences de tous ordres que ces effets secondaires, déjà à l'œuvre, soient mentionnés ou pas sur les notices. Les victimes ne pourront donc pas se retourner légalement pour préjudices contre les fabricants. Or, ces traitements expérimentaux sont déjà largement injectés depuis fin 2020, pour des résultats attendus par les firmes pour seulement début 2023.

Les victimes pourront toutefois se retourner contre l'État, après qu'une expertise, effectuée par une structure légale, soit menée. Or, comment pourrait-elle être impartiale, l'État étant à la fois juge et partie, ayant lui-même dédouané les laboratoires pharmaceutiques ? Autrement dit, aucune responsabilité légale ne sera véritablement supportée par quelque instance que ce soit, sinon par les contribuables, qui auront à payer les conséquences, entre autres, le coût des arrêts maladie.

Qui parle de tout cela ? Pas **les médias mainstream**, puisqu'ils se sont manifestement, eux aussi, déresponsabilisés de leur raison d'être : informer. Ont-ils rapporté les conséquences dramatiques des mesures sans précédent prises sur la vie des citoyens ? Se sont-ils excusés ou simplement rétractés, après coup, d'avoir très largement relayé l'étude falsifiée du *Lancet* sur l'Hydroxychloroquine ? Une des plus grandes *fake-news* que les grands médias se prévalent pourtant de *debunker* au moindre propos débordant du discours officiel. Aujourd'hui, portent-ils à la connaissance du plus grand nombre, à l'aide de bandeaux colorés, d'experts invités ou de flashes spéciaux les effets secondaires et les morts subites, pourtant de plus en plus nombreux, dus à la vaccination ? Non. L'alerte a été et reste focalisée sur la dangerosité d'un virus et de ses variants, pourtant aujourd'hui



d'hui sous contrôle. La peur, qui est une émotion, en aucun cas un fait, continue aussi, et très largement, à être alimentée. La responsabilité légale des médias de grande écoute, vis-à-vis des conséquences destructrices de ces informations en boucle, diffusées *ad nauseam*, n'est pas non plus engagée.

Quant aux **médecins de ville**, ils sont aujourd'hui pénalement responsables dès lors qu'ils se hasarderont à prescrire certaines molécules connues et reconnues, expérimentées depuis des décennies mais, depuis quelques mois, interdites ou décrédibilisées. Le risque est devenu grand d'être rappelé à l'ordre, par celui des médecins, convoqués, suspendus, voire tout bonnement radiés. En revanche, ces mêmes médecins ne verraient nullement leur responsabilité engagée en cas d'effets secondaires ou de mort subite d'un patient auquel ils auraient administré l'injection du vaccin contre la Covid-19, pourtant expérimental, rappelons-le, jusqu'en 2023.

Les établissements scolaires ou éducatifs enfin ne sont pas non plus responsables des effets délétères sur la santé physiologique, physique et psychique de nos enfants, à être distancés les uns des autres, masqués toute la journée, même pour courir et jouer au grand air, ou encore nourris à horaires décalés et ce, jusqu'en début d'après-midi pour certains. Pourtant, de plus en plus d'études indépendantes et fondées montrent combien les effets sont réels et dommageables. Mais celles-ci ne sont pas largement relayées par les médias *mainstream*, quand elles ne sont pas fermement censurées. La majorité des directions d'établissement et leurs salariés se déchargent, sous-couvert de décrets promulgués dans l'état actuel des choses : une urgence sanitaire. Or, qu'en est-il de l'état d'urgence respiratoire des enfants à l'école ?

En ce qui nous concerne, **nous, citoyens**, avons au contraire été et sommes encore sur-responsabilisés depuis ces derniers mois : attester de nos sorties et déplacements, nous masquer une partie du visage dès lors que nous avons à investir l'espace public, nous badigeonner les mains de gel hydroalcoolique pour pouvoir faire nos achats, respecter confinements et couvre-feux. Nous avons été rendus responsables aussi des rebonds épidémiques et de la propagation des virus, en partant en vacances, en rendant visite à nos familles et amis, en ayant une existence d'êtres de liens que nous sommes. Politiques, médias et (certains) médecins nous ont fait, et nous font porter encore le poids de cette crise.

Alors, nous qui sommes les plus responsables dans cette affaire, prenons plus encore nos responsabilités, par nous-même cette fois, de manière souveraine et à contre-pied de cette déresponsabilisation étatique, médiatique et médicale. **Il est grand temps et peut-être une occasion unique de retrouver, de réactiver notre souveraineté**, en mettant à jour nos valeurs, nos idées, nos positionnements et nos actes. Au préalable, il est requis de faire fi de cette pseudo et illusoire fatalité, car les virus ont toujours coexisté avec l'homme et continueront de le faire. Il est grand temps de remettre en question tout ce qu'on nous donne à voir et à entendre, de réapprendre à penser par soi-même.

Soyons surtout responsables et prenons nos responsabilités vis-à-vis de nos enfants, de notre jeunesse. **Que leur dirons-nous plus tard** par rapport aux masques qu'ils ont été obligés de porter toute la journée, aux conditions économiques délétères et aux situations de violence intra-familiale que beaucoup auront subies, à l'état psychologique dans lequel ils auront grandi cette année-là, et si rien ne bouge les suivantes, à leur enfance sacrifiée par des fêtes d'anniversaire annulées, des activités sportives interdites, des carnivals et autres spectacles empêchés ?



Nous, adultes, ne pourrions pas argumenter que nous ne savions pas. Aujourd'hui, si les médias *mainstream* continuent de couvrir de fil blanc le discours officiel, nous avons tous ou presque accès à Internet. Certes, on y trouve tout et son contraire, mais il est de notre responsabilité en tant que citoyen, et chacun de nous un gardien de l'humanité, de remettre en question le martèlement médiatique, de questionner la censure qui sévit plus que jamais et de s'en remettre à son esprit critique, en allant chercher l'information, en commençant par dépasser les « mots-mur », tels que conspiration et complotisme, la croiser et la confronter, afin d'être en capacité de dire oui ou non, en toute liberté et surtout, de garder la tête haute vis-à-vis de soi et de ses enfants, à l'heure où il faudra rendre des comptes.